



CHAPITRE 111

Loi constituant en corporation La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale

[Sanctionnée le 16 juillet 1964]

Préambule.

ATTENDU que le Très Révérend Père Joseph André Bergeron, domicilié à Rome, en Italie, supérieur général de La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale a, par sa pétition, représenté:

Que la dite congrégation religieuse existe depuis longtemps dans la province de Québec;

Qu'une corporation a été constituée sous le nom de "La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale", avec siège social en la paroisse de la Pointe-du-Lac, comté de Saint-Maurice, par la loi 21 George V, chapitre 150, afin de permettre à cette congrégation religieuse de poursuivre ses fins;

Que depuis l'adoption de cette loi, les œuvres de la congrégation ont beaucoup progressé et continuent de s'étendre;

Que les pouvoirs, droits et privilèges donnés à la corporation par la dite loi ne sont plus suffisants ni appropriés, et ne répondent plus aux besoins actuels;

Qu'il est maintenant devenu nécessaire qu'une nouvelle corporation revêtue de pouvoirs plus étendus soit constituée pour permettre à la congrégation de poursuivre ses fins;

Que, d'autre part, la dite corporation existante a acquis de Ste-Pétronille Holdings Inc. certains lots situés à Sainte-Pétronille de Beaulieu, sur l'île d'Orléans, par un acte de cession reçu le 11 août 1959 devant le notaire Gilles Demers sous le numéro 1354 de ses minutes et enregistré

CHAPTER 111

An Act to incorporate La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale

[Assented to 16th July 1964]

Preamble.

WHEREAS the Right Reverend Father Joseph André Bergeron, domiciled at Rome, in Italy, Superior General of La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale has, by his petition, represented:

That the said religious congregation has long been in existence in the Province of Quebec;

That a corporation was constituted under the name of "La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale", with corporate seat in the parish of Pointe-du-Lac, county of Saint Maurice, by the act 21 George V, chapter 150, to enable such religious congregation to pursue its objects;

That since the passing of such act, the activities of the congregation have greatly increased and continue to expand;

That the powers, rights and privileges granted to the corporation by the said act are no longer sufficient or adequate and do not meet present needs;

That it has now become necessary that a new corporation with more ample powers be incorporated to enable the congregation to pursue its objects;

That, furthermore, the said existing corporation acquired from Ste-Petronille Holdings Inc. certain lots at Sainte-Pétronille de Beaulieu, on the Island of Orleans, by deed of conveyance made the 11th of August 1959 before Gilles Demers, notary, under number 1354 of his minutes

le 19 août 1959 sous le numéro 14412 à la division d'enregistrement de l'île d'Orléans;

Que Ste-Pétronille Holdings Inc. avait acquis ces lots des héritiers et descendants de Charles Aemilius Lambe Porteous;

Qu'on a émis des doutes sur la validité du titre de la dite corporation sur ces lots vu que Charles Aemilius Lambe Porteous qui en avait déjà été propriétaire, dans son testament reçu le premier décembre 1920 devant les notaires John Fair et Dakers Cameron, de Montréal, avait défendu expressément la vente de ces lots à une institution de religion ou de charité, quelle qu'elle soit, directement ou indirectement et avait ajouté que si une telle vente était faite, ses exécuteurs et fiduciaires étaient autorisés à prendre action afin de faire annuler, sur demande de l'un de ses héritiers, et à utiliser les fonds de sa succession à cette fin;

Que le testateur avait cédé ces lots par un acte de vente fait à Nassau le 7 janvier 1925, à Carmacoup Improvement Company Limited, une corporation constituée en vertu des lois des Îles Bahamas, et que cet acte de vente a été enregistré le 22 janvier 1925 sous le numéro 6300 de la division d'enregistrement de l'île d'Orléans;

Que Charles Aemilius Lambe Porteous est décédé le 29 juin 1926 après avoir rédigé un codicille qui ne modifie pas la portée de la prohibition d'aliéner contenue dans son testament;

Que Carmacoup Improvement Company Limited a cessé de faire affaires vers l'année 1935 et en liquidant ses biens, a cédé les dits lots aux exécuteurs testamentaires de feu Charles Aemilius Lambe Porteous par un acte de vente reçu devant le notaire John Fair, de Montréal, le 29 juin 1935, sous le numéro 35,938 de ses minutes et enregistré le 9 juillet 1935 sous le numéro 8795 de la division d'enregistrement de l'île d'Orléans;

Que les héritiers de feu Charles Aemilius Lambe Porteous ont tous renoncé à se prévaloir de leur droit d'attaquer toute cession de ces lots faite en dérogation de la dite prohibition d'aliéner et qu'il y a lieu en conséquence de supprimer les doutes

and registered on the 19th of August 1959 under number 14-412 in the registration division of the Island of Orleans;

That Ste-Petronille Holdings Inc. had acquired such lots from the heirs and descendants of Charles Aemilius Lambe Porteous;

That doubts have arisen as to the validity of the said corporation's title to such lots because Charles Aemilius Lambe Porteous who had previously been the owner thereof, in his will made on the first of December 1920 before John Fair and Dakers Cameron, notaries, of Montreal, had expressly prohibited the sale of such lots to any religious or charitable institution, directly or indirectly, and added that if such a sale were made, his executors and trustees were authorized to take proceedings to have it annulled, at the request of any of his heirs, and to use the funds of his estate for such purpose;

That the testator conveyed such lots by deed of sale made at Nassau on the 7th of January 1925 to Carmacoup Improvement Company Limited, a corporation constituted under the laws of the Bahama Islands, and such deed of sale was registered on the 22nd of January 1925 under number 6300 of the registration division of the Island of Orleans;

That Charles Aemilius Lambe Porteous died on the 29th of June 1926 after having made a codicil which does not alter the scope of the prohibition to alienate contained in his will;

That Carmacoup Improvement Company Limited ceased to carry on business around the year 1935 and in liquidating its property conveyed the said lots to the testamentary executors of the late Charles Aemilius Lambe Porteous by deed of sale made before John Fair, notary, of Montreal, on the 29th of June 1935, under number 35,938 of his minutes and registered on the 9th of July 1935 under number 8795 of the registration division of the Island of Orleans;

That the heirs of the late Charles Aemilius Lambe Porteous have all declined to avail themselves of their right to attack any sale of the said lots made in violation of the said prohibition to alienate and consequently it is expedient

au sujet de la validité du titre de la dite corporation sur les dits lots;

Que la corporation La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale a approuvé la pétition en vue de l'adoption de la présente loi;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit aux demandes contenues dans cette pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Constitu-
tion.
Nom.

1. Une corporation est constituée sous le nom de "La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale".

Siège
social.

2. Le siège social de la corporation est à La Pointe-du-Lac, dans le comté de Saint-Maurice.

Membres.

3. Les personnes qui sont ou qui deviendront membres de la congrégation religieuse connue sous le nom de La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale suivant ses règles et qui sont ou seront attachées à une maison de cette congrégation, dans la province de Québec, sont ou deviendront membres de la corporation.

Fins.

4. Les fins de la corporation sont la religion, la charité, l'aide et l'assistance morales, spirituelles et matérielles aux prêtres et religieux.

Pouvoirs,
etc.

5. La corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et elle peut spécialement:

a) avoir un sceau et le modifier à volonté;

b) ester en justice;

c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise en relation avec ses fins;

d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des résidences de religieux, juniorats, noviciats, scolasticats, chapelles, salles publiques, lieux de retraite, secrétariats sociaux, services sociaux, foyers, maisons de repos, centres récréatifs, bibliothèques, patronages, cercles d'études, maisons ou œuvres d'éducation, d'enseignement, de bien-être sous toutes ses formes et autres œuvres de même nature;

to remove any doubts respecting the validity of the title of the said corporation to the said lots;

That La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale has approved the petition for the passing of this act;

Whereas it is expedient to grant the prayers contained in such petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. A corporation is created under the name of "La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale".

Incorporation.
Name.

2. The corporate seat of the corporation shall be at La Pointe-du-Lac, in the county of St. Maurice.

Corporate
seat.

3. The persons who are or shall become members of the religious congregation known as La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale in accordance with its regulations and who are or shall be assigned to a house of such congregation, in the province of Quebec, are or shall become members of the corporation.

Members.

4. The objects of the corporation shall be religion, charity and moral, spiritual and material aid and assistance to priests and religious.

Objects.

5. The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and it may in particular:

Powers,
etc.

a. have a seal and alter it at will;

b. appear before the courts;

c. acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking related to its objects;

d. acquire, establish, possess, maintain, administer and manage residences for religious, juniorates, novitiates, scholasticates, chapels, public halls, retreats, social secretariats, social services, refuges, rest homes, recreational centres, libraries, patronages, study clubs, houses or works for education, teaching, and welfare in all its aspects, and other works of the same kind;

e) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;

f) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi;

g) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou grever d'une autre charge ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

h) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;

i) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommis conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280), ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

j) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom, soit au nom de fiduciaires;

k) aider toute personne poursuivant une fin similaire à l'une des siennes ou toute corporation constituée en vertu de l'article 16; lui céder tout bien gratuitement ou non, lui faire des prêts, cautionner ou garantir ses obligations ou engagements;

l) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

m) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre;

n) établir et maintenir des cimetières et ériger des caveaux dans ses chapelles pour y déposer la dépouille mortelle de ses membres, de ses bienfaiteurs ou de toute personne liée à la corporation par quelque relation, en se conformant à la Loi des inhumations et exhumations (Statuts refondus, 1941, chapitre 316) et faire tenir des registres de l'état civil pour ces inhumations et exhumations par le ministre du culte désigné par l'évê-

e. bind itself and bind others towards it in any legal manner and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;

f. borrow money on its credit by any method recognized by law;

g. hypothecate or pledge its immovables, give as security or otherwise encumber its moveable property to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;

h. issue bonds or other titles of indebtedness or securities and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

i. notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immovable property, present and future, to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by trust deed in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280), or any act that may replace the same;

j. invest its funds in any manner deemed suitable either in its own name or in the name of trustees;

k. assist any person pursuing any object similar to one of its own or any corporation created under section 16; cede any property gratuitously or not and make loans to such person, and secure or guarantee the obligations and engagements of such person;

l. accept any gift, legacy or other liberality;

m. acquire, possess, administer and alienate any moveable and immovable property, by all legal methods and under any title;

n. establish and maintain cemeteries, erect vaults in its chapels for the disposal of the mortal remains of its members and benefactors or of any person in any way connected with the corporation, in conformity with the Burial Act (Revised Statutes, 1941, chapter 316) and cause registers of civil status to be kept for such burials and disinterments by the minister of religion designated by the Roman Catholic bishop of the diocese where such

que catholique romain du diocèse où se trouvent ces cimetières et caveaux;

o) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions ou tous ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, faits sur ses immeubles ou sur ceux dont elle a la jouissance et contribuer ou aider de toute manière à l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de ces ouvrages et constructions;

p) pourvoir à la formation, à l'instruction, à la subsistance et à l'entretien de ses membres, des personnes à son service et de celles qui ont quelque relation avec elle ou avec ses œuvres;

q) céder ou autrement aliéner la totalité ou une partie de ses entreprises et œuvres gratuitement ou en disposer ou les vendre pour toute considération jugée appropriée;

r) s'associer avec toute corporation poursuivant des entreprises et des œuvres en relation avec ses fins;

s) accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la poursuite de ses fins et à l'exercice de ses pouvoirs.

Immeubles non utilisés.

6. La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de sept années consécutives, n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

Règlements.

7. La corporation peut établir, modifier et abroger des règlements concernant:

a) sa régie interne;

b) la nomination, les fonctions, les devoirs et les pouvoirs de ses officiers, agents et serviteurs;

c) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, œuvres et entreprises;

d) la poursuite de ses fins d'une manière générale.

Changement de nom ou de siège social.

8. La corporation peut, avec l'approbation du secrétaire de la province, modifier son nom et changer l'endroit de son siège social mais celui-ci doit être fixé en la province.

Avis.

Un avis de toute telle modification est publié dans la *Gazette officielle de Québec* et une telle modification n'entre en vigueur que le soixantième jour suivant la publication de l'avis.

cemeteries and vaults are situated;

o. erect, possess, repair, equip, improve, transform and utilize any buildings or works suitable for the pursuit of its ends, on its immoveables or on those of which it has the enjoyment and contribute or aid in any manner in the erection, equipment and maintenance of such works and buildings;

p. provide for the education, instruction, sustenance and support of its members, of persons in its service and of those connected with it or its works;

q. cede or otherwise alienate all or part of its undertakings and works gratuitously, or dispose of or sell the same for any consideration deemed sufficient;

r. associate itself with any corporation pursuing undertakings and works connected with its objects;

s. do any other things related or conducive to the pursuit of its objects and the exercise of its powers.

Immoveables not utilized.

6. The corporation must dispose, within a reasonable delay, of immoveables which, for a period of seven consecutive years, have not been utilized for the pursuit of its objects.

By-laws.

7. The corporation may make, amend and repeal by-laws respecting:

a. its internal management;

b. the appointment, functions, duties and powers of its officers, agents and servants;

c. the administration, management and control of its property, works and undertakings;

d. the pursuit of its objects generally.

Change of name or corporate seat.

8. The corporation, with the authorization of the Provincial Secretary, may change its name and the place of its corporate seat but the latter must be located in the province.

Notice.

Notice of every such change shall be published in the *Quebec Official Gazette* and any such change shall come into force only on the sixtieth day following the publication of the notice.

Activités
des
membres.

9. Tout membre de la corporation peut mettre ses activités au service de la corporation ou de toute corporation constituée en vertu des dispositions de la présente loi et en arrêter les conditions par une convention qui produit alors ses effets nonobstant toute loi à ce contraire tant qu'il reste membre de la congrégation.

9. Any member of the corporation may engage his activities in the service of the corporation or of any corporation created under this act and determine the conditions thereof, by an agreement which shall then have effect notwithstanding any law to the contrary as long as he remains a member of the congregation.

Activities
of mem-
bers.

Droits des
membres
restreints.

10. Aucun membre de la corporation ne peut en demander la dissolution ni réclamer de la corporation, ou de toute corporation constituée en vertu des dispositions de la présente loi, même s'il cesse d'en être membre, aucune compensation pour le travail accompli au service ou au bénéfice de l'une ou de l'autre.

10. No member of the corporation can demand its dissolution or claim from it, or from any corporation constituted under this act, even on ceasing to be a member thereof, any compensation for work done in the service or for the benefit of either.

Members'
rights re-
stricted.

La corpo-
ration re-
présente
ses
membres.

11. La corporation représente ses membres et peut, en son nom mais pour leur bénéfice, exercer leurs droits civils pour les biens qu'ils peuvent posséder ou acquérir; elle peut tant en demande qu'en défense ou en toute autre qualité:
a) exercer en justice leurs recours qui n'ont pas été institués;
b) de sa propre autorité, en tout état de cause, reprendre l'instance instituée par eux, malgré leur capacité de la continuer.

11. The corporation represents its members and may, in its name but for their benefit, exercise their civil rights respecting the property they may own or acquire; it may, either as plaintiff or as defendant or in any other capacity:

Corpora-
tion rep-
resents
members.

a. exercise their judicial recourse where proceedings have not been commenced;
b. of its own motion and at any stage of the proceedings, continue suits commenced by them, despite their capacity to continue the same.

Recours.

La corporation peut aussi exercer à son bénéfice et conjointement avec les autres bénéficiaires, s'il en existe, les recours prévus par la loi au cas de décès accidentel d'un de ses membres.

The corporation may also exercise for its benefit and in conjunction with the other beneficiaries, if any, the recourses provided by law in case of the accidental death of any of its members.

Certain
recourses.

Conseil
d'admini-
stration.

12. Les pouvoirs, droits et privilèges de la corporation sont exercés par son conseil d'administration qui peut se réunir à tout endroit dans la province de Québec.

12. The powers, rights and privileges of the corporation shall be exercised by its board of management which may hold meetings at any place in the Province of Quebec.

Board of
manage-
ment.

Idem.

Le nombre, les qualités requises, la nomination, l'élection des membres de ce conseil, la durée de leurs fonctions, leurs pouvoirs et devoirs, sont déterminés par les règlements de la corporation.

The number, qualifications, appointment and election of the members of such board, the duration of their term of office and their powers and duties shall be determined by the by-laws of the corporation.

Idem.

Déclara-
tion.

13. La corporation doit produire, au greffe de la Cour supérieure dans le district où se trouve son siège social, une déclaration contenant les renseignements prévus au paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés (Statuts refondus, 1941, chapitre 277); la

13. The corporation shall file in the office of the Superior Court in the district where its corporate seat is situated a declaration containing the information provided for in subsection 2 of section 2 of the Partnership Declaration Act (Revised Statutes, 1941, chapter 277); the

Déclara-
tion.

corporation doit aussi faire une semblable déclaration dans les cas visés au paragraphe 4 du même article.

corporation shall also make a similar declaration in the cases contemplated in subsection 4 of the same section.

Registres. 14. La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant:

- a) une copie de la présente loi;
- b) les règlements adoptés en vertu des pouvoirs conférés par la présente loi;
- c) les nom, prénoms, nationalité et domicile de chaque membre de la corporation, en indiquant pour chacun la date de son admission dans la corporation et celle où il a cessé d'en être membre;

d) les nom et prénoms de chaque membre exerçant la fonction de supérieur général de la congrégation, en indiquant la date de son entrée en fonction et celle où il a cessé d'occuper ses fonctions;

e) les nom, prénoms et occupation de chaque membre de son conseil d'administration, en indiquant pour chacun la date de son entrée en fonction et celle où il a cessé d'occuper ses fonctions.

Preuve du contenu. Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits revêtus du sceau de la corporation et certifiés par le secrétaire ou le trésorier de la corporation.

Registres. 14. The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing:

- a. a copy of this act;
- b. the by-laws made under the powers conferred by this act;

c. the surname, given names, nationality and address of each member of the corporation, indicating as regards each the date of his admission to the corporation and the date when he ceased to be a member thereof;

d. the surname and given names of each member holding the office of superior general of the congregation, indicating the date of his entry into office and the date when he ceased to hold office;

e. the surname, given names and occupation of each member of its board of management indicating, as regards each, the date of his entry into office and the date when he ceased to hold office.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents, as shall extracts bearing the seal of the corporation and certified by the secretary or treasurer of the corporation.

Dissolution. 15. Sur présentation d'une requête de la corporation approuvée par la majorité de ses membres, le secrétaire de la province peut la déclarer dissoute; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du sixantième jour qui suit la publication d'un avis à cette fin dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dissolution. 15. Upon petition by the corporation, approved by the majority of its members, the Provincial Secretary may declare the corporation dissolved; such dissolution shall take effect only from the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*.

Constitution de corporations auxiliaires. 16. 1. Sur présentation d'une requête de la corporation, le lieutenant-gouverneur peut, aux conditions qui y sont énoncées, délivrer sous le grand sceau de la province des lettres patentes constituant en corporation, pour l'une ou plusieurs des fins mentionnées à l'article 4, toute maison ou œuvre de la congrégation. La requête doit indiquer le nom de la nouvelle corporation, ses fins ou objets, le lieu de son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges dont elle jouira et les règles qui la régiront pour l'exercice de ses pouvoirs et la désignation de ses membres ou de son unique membre et de ses administrateurs.

Incorporation of subsidiaries. 16. 1. Upon petition by the corporation, the Lieutenant-Governor may issue, on such conditions as are therein set out, letters patent under the Great Seal of the Province incorporating, for one or more of the purposes mentioned in section 4, any house or undertaking of the congregation. The petition shall state the name of the new corporation, its purposes or objects, the location of its head office, the powers, rights and privileges which it shall enjoy and the rules for the exercise of its powers and the appointment of its members or its sole member and of its directors.

Avis.	2. Un avis de l'émission de ces lettres patentes doit être publié dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> .	2. Notice of the issuing of such letters patent shall be published in the <i>Quebec Official Gazette</i> .	Notice.
Pouvoirs.	3. Une corporation ainsi constituée a entre autres pouvoirs ceux d'une corporation formée par lettres patentes sous le grand sceau de la province.	3. A corporation so created shall have the powers of a corporation constituted by letters patent under the Great Seal of the Province.	Powers.
Modification des fins, etc.	4. A la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article, le lieutenant-gouverneur peut, par lettres patentes supplémentaires, modifier les fins et pouvoirs de cette corporation ainsi que les règles établies pour leur exercice et changer son nom ou l'endroit de son siège social dans la province. Un avis de ces lettres patentes supplémentaires est alors publié dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> .	4. Upon petition by a corporation constituted under this section, the Lieutenant-Governor, by supplementary letters patent, may amend the objects and powers of such corporation as well as the rules established for the exercise thereof and change its name or the location of its head office in the Province. Notice of such supplementary letters patent shall then be published in the <i>Quebec Official Gazette</i> .	Amendment of objects, etc.
Dissolution.	5. Sur présentation d'une requête d'une corporation constituée en vertu du présent article, le secrétaire de la province peut la déclarer dissoute et cette dissolution ne prend effet que le soixantième jour suivant la publication d'un avis à cette fin dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> .	5. Upon the petition of a corporation incorporated under this section, the Provincial Secretary may declare it dissolved and such dissolution shall not take effect until the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the <i>Quebec Official Gazette</i> .	Dissolution.
Dévolution des biens.	6. Au cas de dissolution, les biens de la corporation dissoute sont dévolus à la corporation constituée par la présente loi, après paiement de ses obligations.	6. In case of dissolution, the property of the dissolved corporation, after payment of its obligations, shall revert to the corporation incorporated by this act.	Reversion of property.
Approbation des règlements.	7. Aucun règlement des corporations constituées par lettres patentes délivrées en vertu du présent article ne peut être adopté, modifié ou abrogé sans l'approbation du conseil d'administration de la corporation constituée en vertu de la présente loi.	7. No by-law of any corporation constituted by letters patent issued under this section may be adopted, amended or repealed without the approval of the board of management of the corporation constituted under this act.	Approval of by-laws.
Succes-sion.	17. A la requête de la corporation constituée en vertu de la présente loi, le lieutenant-gouverneur peut, par les lettres patentes constituant une corporation sous le régime de l'article précédent, décréter que cette corporation succède à une corporation alors existante et déclarer cette dernière éteinte pourvu que cette dernière y ait consenti par résolution de son ou de ses administrateurs ou de ses membres, selon le cas.	17. Upon petition by the corporation constituted by this act, the Lieutenant-Governor, by the letters patent incorporating a corporation under the preceding section, may declare that such corporation succeeds a corporation then existing, and declare the latter dissolved provided that the latter has consented thereto by resolution of its director or directors or of its members, as the case may be.	Succes-sion.
Transfert des droits, etc.	La corporation qui succède à la corporation éteinte est saisie de tous ses droits, biens et privilèges et est tenue de ses obligations de la date d'émission de ces lettres patentes; toutes dispositions de biens faites en faveur de la corporation éteinte sont considérées faites à la corporation qui	The succeeding corporation shall be vested with all its rights, property and privileges and shall be bound by its obligations from the date of issue of such letters patent; every disposal of property made in favour of the corporation dissolved shall be considered as made to the	Transfer of rights, etc.

lui succède et toute procédure qui aurait pu être commencée par la corporation éteinte ou contre elle peut être valablement commencée ou continuée par la corporation qui lui succède ou contre elle.

Enregistrement

La corporation qui succède doit faire enregistrer, suivant les lois d'enregistrement, aux bureaux d'enregistrement des circonscriptions où sont situés les immeubles, une déclaration faisant connaître la transmission d'immeubles résultant de la présente loi et des dispositions de ses lettres patentes et décrivant, suivant la loi, les immeubles ainsi transmis.

1930-31, c. 150, ab., etc.

18. La loi 21 George V, chapitre 150, est abrogée et la corporation constituée par cette loi est dissoute; celle qui est constituée sous le même nom de "La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale" par la présente loi lui succède et est déclarée propriétaire et saisie de tous ses biens et droits, et est tenue à toutes ses dettes et obligations.

Procédures.

Toutes les procédures qui auraient pu être commencées par cette corporation dissoute ou contre elle, peuvent être valablement commencées ou continuées par la corporation présentement constituée ou contre elle.

Enregistrement.

La corporation constituée en vertu de la présente loi doit faire enregistrer, suivant les lois d'enregistrement, aux bureaux d'enregistrement des circonscriptions où sont situés les immeubles, une déclaration faisant connaître la transmission de biens résultant de la présente loi et décrivant, suivant la loi, les immeubles ainsi transportés.

Premier conseil d'administration.

19. Les membres du conseil d'administration de la corporation dissoute et ses officiers garderont et exerceront *mutatis mutandis*, jusqu'à leur remplacement suivant les règlements alors en vigueur, les mêmes fonctions dans la corporation constituée par la présente loi.

Règlements applicables.

Les règlements de la corporation dissoute continueront de s'appliquer à la nouvelle corporation tant qu'ils n'auront pas été abrogés ou modifiés.

Droits non affectés.

20. Les droits de propriété et tous les autres droits que la corporation constituée

corporation succeeding it and any proceedings that might have been commenced by or against the corporation dissolved may validly be commenced or continued by or against the corporation succeeding it.

The succeeding corporation shall cause to be registered in conformity with the laws respecting registration, at the registry offices of the places where the immoveables are situated, a declaration showing the transfer of immoveables resulting from this act and the provisions of the letters patent and describing, according to law, the immoveables so transferred.

Registration.

18. The act 21 George V, chapter 150 is repealed and the corporation created by such act is dissolved; the corporation constituted by this act under the name of "La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale" succeeds it and is seized and declared owner of all its property and rights and responsible for its debts and obligations.

1930-31, c. 150, repealed, etc.

All proceedings which might have been commenced by or against such dissolved corporation may validly be commenced or continued by or against the corporation constituted by this act.

Proceedings.

The corporation constituted by this act shall cause to be registered, in conformity with the laws respecting registration, in the registry offices of the localities where the immoveables are situated, a declaration setting forth the transmission of property resulting from this act and describing according to law the immoveables so transmitted.

Registration.

19. The members of the board of management of the dissolved corporation and its officers shall retain and exercise *mutatis mutandis* the same duties in the corporation constituted by this act, until their replacement pursuant to the by-laws then in force.

First board of management.

The by-laws of the dissolved corporation shall continue to apply to the new corporation until repealed or amended.

By-laws to apply.

20. The rights of ownership and any other rights which the corporation con-

Rights not affected by will.

par la présente loi détient sur les immeubles qui ont été acquis de Ste-Pétronille Holdings Inc. par la corporation dissoute à l'article 18, en vertu d'un acte de cession passé le 11 août 1959 devant le notaire Gilles Demers sous le numéro 1354 de ses minutes et enregistré le 19 août 1959 sous le numéro 14412 de la division d'enregistrement de l'île d'Orléans, ne sont ni invalidés ni infirmés de quelque façon par l'article 16 du testament de feu Charles Aemilius Lambe Porteous reçu le premier décembre 1920 devant les notaires John Fair et Dakers Cameron sous le numéro 29383 des minutes du notaire Fair et enregistré le 19 février 1935 sous le numéro 8739 de la division d'enregistrement de l'île d'Orléans.

Entrée en vigueur. **21.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

stituted by this act may have in the immoveables acquired from Ste-Pétronille Holdings Inc. by the corporation dissolved by section 18, under the terms of a deed of conveyance made on the 11th of August 1959 before Gilles Demers, notary, under number 1354 of his minutes and registered on the 19th of August 1959 under number 14412 of the registration division of the Island of Orleans, are not invalidated or impaired in any way by article 16 of the will of the late Charles Aemilius Lambe Porteous, made on the 1st of December 1920 before John Fair and Dakers Cameron, notaries, under number 29383 of Mr Fair's minutes and registered on the 19th of February 1935 under number 8739 of the registration division of the Island of Orleans.

21. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.